



COMMUNIQUE DE PRESSE de SYLVIANE NOËL

La Roche-sur-Foron, le 4 novembre 2022,

Sénatrice de la Haute-Savoie

Décolletage : Sylviane Noël saisi le Gouvernement face à l'explosion des prix de l'énergie

La flambée des coûts de l'énergie touche tous les secteurs de notre économie. L'industrie du décolletage, forte de quelques 300 entreprises en Haute-Savoie, 7000 emplois directs et 11 000 emplois indirects ne fait pas exception et en est directement menacée. Ce secteur en pleine mutation avec la fin programmée des véhicules thermiques accuse de nouvelles difficultés avec une facture énergétique qui dépasse pour certaines entreprises le million d'euros. Face à ce contexte, la Sénatrice Sylviane Noël est intervenue auprès d'Elisabeth Borne, Première Ministre et Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, des Finances, de la Souveraineté industrielle et numérique pour faire entendre la voix des décolleteurs.

Entre l'explosion des prix de l'énergie, une hausse des coûts des matières premières de l'ordre de 250 % pour certaines structures et le manque de visibilité lié au développement économique des véhicules électriques, l'industrie du décolletage est dans une mauvaise passe.

Si le Gouvernement annonçait fin octobre que le plancher de l'électricité serait fixé à 325 euros le mégawattheure et que l'accès réglementé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) serait diminué à 100 Twh, ces mesures restent pour les professionnels du secteur très insuffisantes pour permettre aux entreprises, qui pour la plupart sont des PME ou ETI, fortement consommatrices d'énergie, de survivre.

Dans son courrier adressé aux Ministres, la Sénatrice précise que certaines d'entre elles enregistrent une hausse du tarif de l'électricité de 300 %, face à quoi EDF leur recommande de travailler la nuit pour bénéficier du système d'heures creuses, en totale méconnaissance de leur fonctionnement, puisqu'une partie travaille déjà en 3 x 8 heures.

Elle poursuit en rappelant que la fermeture d'entreprises de décolletage avant la fin de l'année est d'ores et déjà actée tant elles ne parviendront pas à absorber ces coûts.

De plus, la pression commerciale à l'international est à son comble : les clients dirigent leurs achats vers des pays où l'énergie n'est pas un problème.

L'avenir de la filière est aujourd'hui menacé. Il est inconcevable que notre territoire soit désindustrialisé et que les plus de 7 000 emplois disparaissent.

Elle leur a donc demandé que l'amortisseur garantie électricité soit abaissé au-dessous des 200 euros du mégawattheure afin de maintenir un modèle rentable et éviter le seuil de production à perte, que l'ARENH soit réhaussé à 200 Twh, que la clause excédent brut d'exploitation négatif soit retirée du guichet d'aide au paiement et enfin que l'ensemble des aides soit mis en œuvre ex-ante et non ex-post.

Retrouvez en pièce-jointe le courrier dans son intégralité.

Contact presse :

Pierre VATTARD – Cabinet parlementaire de Sylviane NOËL – 04 50 25 18 13 – p.vattard@sylvianenoel.fr
